

Le PS dans les starting-blocks

Le président socialiste Elio Di Rupo tend l'oreille. Et il entend sonner « l'heure de la reconquête ». Des pistes pour les communales d'octobre.

Le Parti socialiste a approuvé dimanche, lors d'un congrès à Charleroi, les propositions d'actions que les futurs élus socialistes seront appelés à mettre en œuvre dans les Communes et les Provinces.

Elles passent notamment par la gratuité de l'enseignement fondamental dans l'officiel, des coopératives de production locale d'électricité et des projets de démocratie participative.

1. L'enseignement gratuit et la cantine à prix modique « *Nous devons progressivement rendre notre enseignement – et d'abord notre enseignement fondamental – totalement gratuit* », a affirmé le président du parti, Elio Di Rupo. Il demande d'assurer aux élèves, « *gratuitement ou à prix très modique* », un repas chaud et complet, confectionné avec des aliments locaux et équilibrés, une proposition que le PS avait déjà avancée en 2014.

2. L'électricité en circuit court L'« *écোসocialisme* » figure aussi en bonne place, avec la proposition de développer comme en Allemagne des coopératives de production locale d'électricité, dont les Villes et Communes seraient parties prenantes sinon les initiatrices.

3. Pouvoirs locaux : la faute au fédéral Dans son discours, Elio Di Rupo a également fustigé les politiques fédérales menées aux dépens des budgets communaux, notamment les impacts du tax shift, ou la cotisation pour les pensions des fonctionnaires. Évoquant sans la nommer la nouvelle loi fédérale qui lève le secret professionnel des CPAS et de leurs assistants sociaux lors de soupçons de terrorisme, Elio Di Rupo a affirmé que les socialistes « *ne permettront pas que les CPAS deviennent des lieux de délation, ou soient transformés en lieux de contrôle et de persécution* ».

4. « Les provinces vivront » Face au projet de la coalition wallonne MR-cdH de réformer en profondeur les institutions provinciales, voire de les supprimer comme le propose Écolo, Elio Di Rupo a tenu un plaidoyer pour le maintien de Provinces « *dyna-*

miques, proactives, qui anticipent et répondent aux défis actuels ». Et puis, rappelle l'ancien Premier ministre, elles pourraient aider au financement des politiques régionales.

Sauver les Provinces, c'est peut-être sauver les Régions au moment où la dotation de ces dernières diminuera bientôt, laisse-t-il entendre.

5. « La reconquête... » Actuellement, le PS recense 87 bourgmestres, 96 présidents de CPAS, 396 échevins et 1 203 conseillers. Après une année 2017 difficile pour ce parti, marquée par des scandales et une forte percée du PTB dans les sondages, « *l'heure de la reconquête a sonné* », a lancé Di Rupo aux militants.

6. Et la pension du président ? Lui-même poussera la liste communale à Mons et se réserve le droit d'emmener une liste législative aux élections de mai 2019, a-t-il confirmé samedi dans une interview, semblant ainsi exclure une trajectoire européenne que d'aucuns lui prêtaient déjà. Il ajoute qu'au sortir des négociations qui suivront ces législatives, se tiendra au PS une élection interne « *si les résultats le permettent* » et qu'alors, « *sans doute* », il « *partira sans amertume* » de la présidence de ce parti. ■